

L'Impôt pour la Paix : qu'en est-il ?

Au cours de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le QCEA a soumis une proposition de résolution relative au droit à l'objection de conscience à l'impôt militaire au Regroupement Droits de l'Homme des ONG dotées du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

Les objecteurs de conscience refusent, sur base de raisons morales, de prendre part aux activités militaires. Le QCEA estime que le droit à l'objection de conscience devrait être étendu à ceux qui ne peuvent, en toute conscience, financer des activités militaires.

Malgré que le débat sur le sujet fût très intéressant, le Regroupement Droits de l'Homme n'a pas voulu soutenir la résolution pour le moment. Le QCEA cherche désormais un membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour soutenir sa proposition. Nous considérons aussi les autres actions que nous pourrions entreprendre pour résoudre ce problème.

Vous pouvez consulter, en version française ou anglaise, la proposition de résolution et les documents d'information que nous avons préparés sur ce sujet sur notre site web : www.quaker.org/qcea/peacetax.

Pour plus d'informations sur le statut participatif des ONG auprès du Conseil de l'Europe, consultez l'adresse suivante : www.coe.int/T/F/ONG/Public/

Robin Bloomfield

Translation : Myriam Demaret

Le droit à l'objection de conscience en Europe

Le 27 avril 2005, le QCEA a présenté son nouveau rapport « *The Right to Conscientious Objection in Europe : A Review of the Current Situation* » (Le Droit à l'Objection de Conscience : un rapport de la situation actuelle) auprès du Conseil de l'Europe. Conscient du fait que les objecteurs de conscience sont encore traités durement dans certains pays d'Europe et que le droit à l'objection de conscience n'est même pas reconnu dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, le QCEA a commandé ce rapport pour souligner les problèmes liés au droit à l'objection de conscience au service militaire qui persistent en Europe.

Ce rapport fait un exposé général de la situation actuelle en Europe. Ces dernières années, de nombreux changements se sont produits en matière de conscription et d'objection de conscience. Plusieurs états européens ont supprimé leurs conscriptions, malgré que la majorité des pays d'Europe ait maintenu le service militaire et que la plupart des jeunes gens européens soient encore obligés d'effectuer leur service militaire. Dans beaucoup de pays, en particulier en Europe orientale, dans les Balkans et en ex-URSS, les réglementations juridiques sur la reconnaissance du droit à l'objection de conscience et la mise en application réelle connaissent des changements rapides. Dans d'autres pays européens, le droit à l'objection de conscience n'est pas encore totalement reconnu ou n'est pas reconnu du tout et les objecteurs de conscience sont traités durement.

Nous avons eu la chance que soient présents lors de la présentation du rapport : Friedhelm Schneider, vice-président du Bureau Européen de l'Objection de Conscience (BEOC, www.ebco-beoc.org) et délégué du BEOC au Conseil de l'Europe, ainsi que Andreas Speck de l'Internationale des Résistant(e)s à la Guerre (IRG, www.wri-irg.org).

La version électronique de ce rapport en anglais peut être téléchargée à partir du site du QCEA (www.quaker.org/qcea/coreraport) et la version papier est disponible au bureau du QCEA. Le résumé en français de ce rapport est également disponible sur le site ou au bureau.

Le 28 avril 2005, Liz Scurfield était l'une des quatre représentants d'ONG qui ont pris la parole à l'audition sur les droits de l'homme des membres des forces armées en Europe organisée par la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Dans son discours, Liz a insisté sur le droit à l'objection de conscience des soldats professionnels, des appelés et des réservistes, ainsi que sur des violations des droits de l'homme précises commises au sein des forces armées de certains Etats membres du Conseil de l'Europe, ce qui engendre d'importants taux de tentatives d'évasion et/ou de désertions. Le rapporteur, Alexander Arabadjiev (Bulgarie), incorporera, on l'espère, certains éléments soulevés par Liz dans son prochain rapport.

Liz Scurfield

Translation : Myriam Demaret

Gestion civile des crises : Qu'est-ce que c'est et que faut-il encore faire ?

Ces deux dernières années, le QCEA a travaillé en collaboration avec le Bureau européen de Liaison pour la Construction de la Paix (EPLO - European Peacebuilding Liaison Office) pour renforcer les capacités de l'UE en matière de gestion civile des crises. Nous avons brièvement abordé ce sujet dans notre rapport succinct sur la conférence intitulée « Partenaires dans la Prévention » publié dans l'édition précédente d'*Around Europe*.

La gestion civile des crises est l'un des instruments de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui fait partie de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Pour l'Union, la définition de la gestion des crises civiles est très claire. Il s'agit de :

- missions de police
- missions d'État de droit
- missions d'administration civile
- missions de protection civile

A l'origine, le concept faisait une distinction très nette entre ces 4 types d'interventions. Avec le temps, le concept a évolué et l'UE envisage désormais la possibilité que certaines missions combinent deux ou plusieurs de ces éléments. Cette idée a été confirmée dans le Plan d'action sur la gestion civile des crises adopté par le Conseil européen en juin 2004.

L'Union a accepté 8 missions dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense ; 3 d'entre elles étaient des missions militaires, 5 étaient des missions civiles. Les missions civiles étaient :

1. une mission de police dans l'ex-république yougoslave de Macédoine
2. Une mission d'État de droit en Géorgie
3. Une mission de police en Bosnie-Herzégovine
4. Une mission de police en République démocratique du Congo
5. Une mission intégrée d'État de droit en Irak

Au sein du Secrétariat général du Conseil, une petite équipe de quelque 25 personnes (comparée à l'équipe militaire qui en compte 150) coordonne ce genre de missions et développe la politique, la stratégie et le soutien logistique nécessaires à leur réalisation. Il existe également un Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises (CIVCOM) au sein duquel les diplomates de chacun des Etats membres sont représentés et développent la politique de l'Union dans ce domaine.

Le QCEA et l'EPLO se félicitent de ce travail et l'applaudissent, mais ils estiment qu'il faudrait beaucoup plus.

La raison pour laquelle nous avons co-animé la conférence des « Partenaires dans la Prévention » (rapportée dans l'édition précédente d'*Around Europe*) était la constatation qu'en tant que représentants de la société civile et d'une série d'ONG travaillant sur la prévention des conflits, nous devons poursuivre le dialogue avec les décideurs politiques sur ce qu'il restait à accomplir :

- L'un des principaux problèmes auxquels l'Union est confrontée est de disposer, pour les interventions civiles, des personnes adéquates au moment adéquat. Le concept actuel d'intervention civile est basé sur la mise à disposition d'acteurs de l'Etat uniquement (fonctionnaires ou employés gouvernementaux). Malgré cela, il n'existe aucun forum au niveau européen où les ministres responsables de ce personnel pourraient discuter des interventions d'un point de vue politique. Les décisions concernant ces missions sont prises par les ministres des Affaires étrangères qui ne sont pas responsables du personnel concerné. L'UE a donc besoin d'un forum qui réunisse ces ministres afin de construire une approche commune des différents problèmes abordés.
- La coordination entre les différents organes de l'Union européenne (Conseil et Commission) est trop faible pour garantir l'intégration complète de la gestion des crises à court terme et de la construction de la paix à long terme. Il faudrait donc un cadre innovateur pour rassembler les politiques au niveau opérationnel à l'intérieur de l'UE et avec les autres acteurs (internationaux, gouvernementaux ou non-gouvernementaux).
- L'intégration des ONG dans les activités de gestion civile des crises de l'UE est d'une importance capitale.
- La formation, le recrutement et la coordination du personnel civil nécessitent des ressources supplémentaires.

(Pour une analyse complète de ces problématiques, consultez la déclaration de politique générale de l'EPLD : *Développer des capacités civiles : Dépasser la gestion des crises et parvenir à la construction de la paix* sur le site du QCEA : www.quaker.org/qcea/archive/eplomarch05.pdf)

En bref, la gestion civile des crises est un bon début. Mais ce n'est pas suffisant. Le concept ne tient pas assez compte du long terme, il n'est pas assez lié aux instruments et aux approches à plus long terme de la Commission européenne, des Etats membres et des autres acteurs internationaux, il ne dispose pas non plus de ressources suffisantes à aucun niveau, et il ne tient pas compte de la contribution que peuvent, devraient et doivent apporter les ONG pour garantir que la gestion des crises mène à la construction de la paix à long terme.

Martina Weitsch

Translation : Myriam Demaret